

Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques (CARIS) à travers le Laboratoire de Société de Philosophie pour l'Intelligence et l'Action (So. Ph. I. A) en partenariat avec Institut des Hautes Études en Management (IHEM)



IHEM

S.ph.I.A
Société de philosophie pour
l'intelligence et l'action

ACTES DU COLLOQUE

International de Bamako

Thème :

« DEMOCRATIE EN AFRIQUE : CRISE DE MODELE OU CRISE DE LA GOUVERNANCE. REPENSER LES FONDAMENTAUX »

Du 20 au 21 Décembre 2024

**À l'Institut des Hautes Études en Management (IHEM)
Hamdallaye ACI 2000**

Tous droits réservés

© Editions DAMBÉ

Email : editionsdambe@gmail.com

Site web : www.centrecaris.net

Tel : +22394610974 / +223 99654736

ISBN : 978-99952-945-2-6

Mise en page : Fousseyni Bagayoko

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Mali, Juillet 2025.

SOMMAIRE

Comité Scientifique.....	III
Comité d'organisation.....	IV
Présentation du colloque.....	VI
<i>GNAGNE Akpa Akpro Franck Michaël</i>	
L'Afrique et la démocratie : une démocratie sans la démocratie.....	1
<i>KOFFI KOUADIO FABRICE</i>	
La crise écologique à l'épreuve de la bonne gouvernance en Afrique.....	18
<i>YAO Koffi Bèkawèrè Xavier, Assanti Olivier KOUASSI</i>	
La crise de l'État en Afrique, la synonymie du déficit de la démocratie.....	31
<i>Kouamé Hyacinthe KOUAKOU</i>	
De la crise des sociétés à la crise de la démocratie en Afrique.....	49
<i>Judé SOGOBA</i>	
L'éducation citoyenne aux valeurs et aux principes de la démocratie : un gage du développement de l'Afrique noire.....	64
<i>Yao Sabin KOUADIO</i>	
Les radicalités politiques : une approche spinozienne pour la cohésion sociale et la paix.....	78
<i>Hermann Juste NADOHOU</i>	
Trahison élitiste et démocratisation de l'estime de soi : pour un retour aux valeurs.....	94
<i>Lassina BERTHÉ, Mahamadou SOGOBA</i>	
Démocratie, perspective du développement sanitaire en Afrique : cas du Mali.....	123
<i>MOTO NDONG François</i>	
Inadéquation entre les modalités d'exercice du pouvoir traditionnel fondé sur la religion, le cas du Byéri du peuple fang du Gabon, et la gouvernance démocratique en Afrique.....	137
<i>COULIBALY Aboubakar</i>	
Insécurité et crise de la démocratie en Afrique occidentale : lecture lockéenne de la révolte des peuples.....	152
<i>Francis Birame Daba SARR, Adama KONE</i>	
Éthique et discours politique face aux défis de la bonne gouvernance dans l'Afrique actuelle.....	167
<i>Konan Kouakou Gildas</i>	
Les isotopies sémiologiques du mensonge politique dans le jeu démocratique : cas de <i>l'enfant qui disparaît est une lettre d'alphabet</i> de Josue Guebo et <i>pages en feu</i> d'Emmanuel Tohibi.....	182

ALIKHMAD Madalo

La démocratie en crises et les transitions militaires en Afrique : quel paradigme pour la transition démocratique en question.....197

Ibrahima KINDA, DIOMAND Aikpa Benjamin

Le terrorisme et la déstabilisation des états africains.....216

Emery Raoul Loba DAGAUD

Les fondements iniques de la démocratie et les mécanismes socio-politiques pour y remédier.....234

Zoulcoufouli ZONOU

Discours d'ouverture du premier sommet des chefs d'état de l'alliance des états du sahel : de la rupture à l'action souverainiste.....246

CAMARA Moussa

Urgence démopédique et culture démocratique en Afrique.....257

KONAN Éphraïm Koffi

Conatus étatique et unité nationale en Afrique.....270

Dr KOUASSI N'guessan Fidèle

Les intellectuels africains face aux plaies de la démocratie en Afrique.....286

DOSSO Faloukou

Manœuvres dolosives de développement et crise de la démocratie ouest-africaine : entre radicalisation des textes, contextes et prétextes.....303

KODIO Saidou

La démocratie africaine a l'ère des nouvelles technologies : analyse des enjeux de la cyberdémocratie dans l'alliance des états du sahel.....319

Frédery LAGME

L'universalisme démocratique et les réalités africaines, encrage crisistique de la déconfiguration organisationnelle de l'Etat.....334

N'goh Thomas KOUASSI

La mal gouvernance politique, un problème démocratique pour l'émergence de l'Afrique.....350

COMITÉ SCIENTIFIQUE

- **Président du comité scientifique :** Dr. KOUMAN Kobenan Maxime, Maître de Conférences, Philosophie, Vice-Doyen de l'UFR-SHS de l'Université Félix Houphouët-Boigny - Cocody.

- **Membres**

Prof. Idrissa Soïba TRAORÉ, Titulaire, Sciences de l'Éducation (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Prof. KOUASSI Yao Edmond, Philosophie, Titulaire (Université Alassane Ouattara de Bouaké) ;

Prof. KOUAHO Blé Marcel Silvère, Philosophie, Titulaire, (Université Alassane Ouattara de Bouaké) ;

Prof. Mounkaïla Abdo Laouli SERKI, Philosophie, Titulaire (Université Abdou Moumouni de Niamey) ;

Prof. Belko OUOLOGUEM, Philosophie, Titulaire (Recteur de l'Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Prof. Mohamed HAIDARA, Sociologie, Titulaire (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Prof. DION Yodé Simplicie, Philosophie, Titulaire, (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Prof. TAYORO Gbotta, Philosophie, Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Prof. Samba DIAKITÉ, Philosophie, Titulaire, (Université Alassane OUATTARA de Bouaké) ;

Prof. KOUASSI Kpa Raoul, Philosophie, Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr. Souleymane KEITA, Maître de Conférences, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Sigame Boubacar MAIGA, Philosophie, Maître de Conférences (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr. Augustin Nacouna BOMBA, Philosophie, Maître de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Drissa FOFANA, Philosophie, Maître de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Adama MARICO, Philosophie, Maître de Conférences (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr Mahmoud ABDYOU, Philosophie, Maître-Assistant (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr. Françoise DIARRA, Philosophie, Maîtresse de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr KOUADIO Koffi Décaird, Philosophie, Maître de Conférences (Université Félix-Houphouët-Boigny de Cocody-Abidjan) ;

Dr OBOUNOU Ibrahim, Philosophie, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr KOUASSI Séka Georges, Philosophie, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr Modibo DIARRA, Lettres Modernes, Maître de Conférences (Université Yambo Ouologuem de Bamako);

Dr DOSSO Faloukou, Maître de Conférences (Université Alassane OUATTARA de Bouaké).

COMITE D'ORGANISATION

- **Président** : Dr. Ibrahim Amara DIALLO, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako)

- **Membres**

Dr. Badié HIMA, Philosophie, (Directeur Adjoint de la Revue Bantoue – Cameroun) ;

Dr Oumar KONÉ, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Mamadou SIDIBÉ, Lettres modernes, Maître-assistant (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Adama KONÉ, Géographie, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako ;

Dr. Yacouba COULIBALY, Philosophie, Maître-Assistant (École Normale Supérieure de Bamako) ;

Dr. Élianne Ky, Philosophie, Maître-assistante (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. Siaka KONÉ, Maître-assistant, (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr Gaoussou KAGNASSY, Philosophie (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

Dr. AKA Pancrace, Philosophie, Maître-assistant (Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody) ;

Dr. KOUADIO Yao Sabin, Philosophie, Assistant (Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo) ;

Dr. Missa Kouassi Innocent, Philosophie, Assistant (Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo) ;

Dr. Issa Ahamadou Hamage, Philosophie (Université Abdou Moumouni de Niamey) ;

Dr. KOFFI Brou Dieudonné, Esthétique, Maître - Assistant, INSAAC d'Abidjan ;

Dr. ASSOGBA FINHA Sènan Eve, Socio-Anthropologie, Assistante (Université d'Abomey Calavi de Bénin) ;

M. Souleymane COULIBALY, Philosophie, Doctorant (Université Yambo Ouologuem de Bamako) ;

M. Fousseyni BAGAYOKO, Informaticien (Centre Africain de Recherche et d'Innovations Scientifiques).

PRESENTATION DES ACTES DU COLLOQUE

Le colloque sur la démocratie qui s'est tenu du 20 au 21 Décembre 2024, dont le thème est « La démocratie en Afrique : crise de modèle ou crise de la gouvernance. Repenser les fondamentaux », est né de la volonté des chercheurs, que nous sommes, de participer à la recherche des solutions aux nombreuses crises que traversent les pays, notamment celles liées à la gouvernance. Il est, sans conteste aujourd'hui, que des nombreux États africains, singulièrement ceux de l'Afrique de l'Ouest, sont confrontés à des crises multiformes qui trouvent leur origine dans la gouvernance politique. Il y a une sorte de coïncidence entre les crises politiques (anté-électorales, électorales et post-électorales), les coups d'État militaires et les crises sécuritaires qui menacent l'existence de nos États dans leur forme actuelle, républicaine et moderne.

À l'initiative du **C.A.R.I.S** (Centre africain de recherche et d'innovations scientifiques), par l'entremise de son Laboratoire philosophique **So.Ph.I.A** (Société de Philosophie pour l'Intelligence et l'Action), des éminents chercheurs, venus de plusieurs pays africains, se sont penchés durant deux jours, avec des thématiques différentes, chacun selon son propre angle d'analyse, sur cette question fondamentale pour l'existence de toute société. En effet, le monde, l'Afrique dans son sillage, a connu et continue de connaître des troubles, des conflits armés, liés à la conquête et à la préservation du pouvoir par des groupes sociaux ou communautaires. Encore, aujourd'hui, certains pensent qu'il leur faut utiliser la force pour accéder au pouvoir politique. Alors qu'on sait, depuis très longtemps, que pour assurer la paix, entre les hommes, dans une communauté paisible, il faut trouver un moyen de transmission pacifique de pouvoir, entre des hommes libres et égaux. C'est cette équité, ce principe d'égalité et de liberté entre les hommes, qui fait de la démocratie le seul système politique capable de produire, au sein de la société, une forme d'existence sociale basée sur la justice.

La question, que l'on pourrait se poser, est si la démocratie présente de tels avantages pour les êtres humains, pour quelles raisons, est-elle en difficulté ou remise en cause par des forces sociales en Afrique ? À cette question fondamentale, les intervenants au Colloque, ont produit des analyses et des réponses diverses et variées.

À partir des analyses produites, on peut regrouper les chercheurs en trois groupes essentiellement. Au sein du premier groupe, il ressort que la démocratie est mal reçue, par les populations africaines, parce qu'elle serait perçue par elles comme un phénomène culturel étranger. Il y paraît de ces analyses que les composantes sociales africaines qui rejettent la démocratie seraient dans une sortie de rejet lié presque à un comportement xénophobe vis-à-vis

de ce qui est considéré comme non-africain. Est-ce là un comportement rationnel que de rejeter une chose parce qu'elle n'est pas nôtre, sans juger de son avantage pour les individus et les sociétés africaines ?

Quant au deuxième groupe des chercheurs, il ressort de leurs analyses que c'est la démocratie qui est mal comprise et mal reçue par les Africains. L'une des raisons essentielles de ce dégoût pour la chose politique est la mauvaise expérience qu'ils ont vécue à cause des dirigeants politiques. En cela, les comportements des dirigeants issus de l'avènement de la démocratie n'ont pas permis d'instaurer un climat permettant l'acceptation et l'assimilation des règles démocratiques. On a souvent connu les scandales financiers liés à la corruption des dirigeants, les tripatouillages des urnes, les changements constitutionnels arbitraires et taillés sur mesure et bien d'autres mauvais comportements individuels ou des groupes d'individus, que les plus sceptiques, au sein de la population, assimilent à l'ère démocratique. Mais, est-ce vraiment une raison de se décourager vis-à-vis de la gouvernance démocratique ou de la politique parce qu'on trouve, au sein des hommes et des politiques, des personnes corrompues ou de moralité douteuse ? Nous pensons que non. Qu'il serait plutôt favorable de chercher à améliorer la gouvernance, en apportant des réformes, au sein des institutions et des lois, qui pourraient lutter contre les dérives des gouvernants.

Un dernier groupe, parmi les chercheurs, estime que les crises actuelles de la gouvernance sont moins un rejet de la démocratie, par les populations africaines, que des difficultés qui s'avèreraient être normales dans tout processus d'apprentissage. Au lieu de dire que nous sommes en démocratie, nous devrions plutôt dire que nos pays sont dans une phase de démocratisation ou de consolidation du processus démocratique, surtout quand on sait que les autres pays démocratiques du monde ont des expériences accumulées pendant des siècles. Pour consolider la démocratie, il faut donc continuer à sensibiliser et à éduquer les populations. Nous pensons que cette dernière attitude serait la plus réaliste et la plus rationnelle de toutes, quand on sait que l'humanité a déjà expérimenté toutes les formes de gouvernance possibles et que la démocratie paraît être la moins mauvaise de toutes. Il s'agirait donc, sans tomber dans l'idéalisation de la démocratie, de faire en sorte que nos comportements et notre gouvernance se rapprochent chaque jour davantage de ses principes et de ses valeurs.

En tout état de cause, nous pensons que ce Colloque a atteint les objectifs qu'il s'est lui-même assigné, dont le principal est justement de se pencher sur la question de la gouvernance démocratique et d'apporter, par des réflexions des spécialistes, les voies et les moyens par lesquels on peut apporter des réponses aux multiples crises que nos États connaissent

actuellement. C'est cela qui est fondamentalement le rôle de tout intellectuel : apporter ses analyses critiques dans le sens de l'amélioration du quotidien des populations avec lesquelles il vit. Comme le dit Socrate, chacun de nous doit remplir la tâche qui lui est assignée par la vie et par la société. S'y dérober serait une trahison. Et, nous pensons que les chercheurs ont bien assumé leur rôle lors de ce Colloque. Quitte aux dirigeants de s'y ressourcer et d'en faire bon usage.

Dr Mahmoud ABDOU
Enseignant-chercheur, ENSup de Bamako
Directeur du Centre CARIS &
de Laboratoire SOPHIA

LES RADICALITÉS POLITIQUES : UNE APPROCHE SPINOZIENNE POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LA PAIX.

Dr. Yao Sabin KOUADIO

*Université Péléforo Gon Coulibaly de Korhogo,
Côte d'Ivoire. Assistant, Département de philosophie, UFR Sciences Sociales,
E-mail : dowhookouadio@gmail.com*

Résumé

La conflictualité dans la sphère du politique en contexte démocratique témoigne du dynamisme de la vie politique avec ses vertus comme l'égalité, la liberté de pensée et d'expression. Mais en même temps, les prises de position légitimes, les revendications du droit à la différence... peuvent se muer en stratégie de domination, de négation de l'altérité et de violence suscitant ainsi les radicalités politiques. Loin de nourrir la démocratie afin de la déployer, les radicalités politiques pourraient travailler à l'atrophier, à l'étéoler. Il se pose ici la difficulté de la frontière extrêmement fragile du basculement de la libre expression des opinions aux positions de haine, de mépris, qui induit la division, la violence sous toutes ses formes, fragilisant ainsi la cohésion sociale. Peut-on alors concilier les oppositions d'idées, les cristallisations de convictions avec les principes démocratiques sans faire craquer l'édifice social ? L'objectif de cette étude à partir de la science politique et de l'analyse spinozienne des affects est de comprendre le phénomène des radicalités qui, débordant son champ religieux traditionnel, contamine celui du politique. En nous servant de la méthode analytique et critique, il s'agira d'établir que les radicalités politiques sont à la fois des éléments de crise sociale et l'annonce d'une mutation, un passage pour un renouveau, une réévaluation de l'inacceptable dans une logique de conciliation.

Mots clés : Cohésion sociale, démocratie, paix, radicalité politique, violence.

Abstract

Conflict in the sphere of politics in a democratic context bears witness to the dynamism of political life, with its virtues such as freedom of thought and expression. But at the same time, legitimate positions and demands for the right to be different can be transformed into strategies of domination and negation of otherness, giving rise to political radicalism. Far from nurturing democracy in order to develop it, political radicalism could work to atrophy and wither it. This raises the problem of the extremely fragile boundary between the free expression of opinions and positions of hatred and contempt, which leads to division and violence in all its forms, undermining social cohesion. Can opposing ideas and crystallised convictions be reconciled

with democratic principles without undermining the fabric of society? The aim of this study, based on political science and the Spinozian analysis of affects, is to understand the phenomenon of radicalism, which, going beyond its traditional religious sphere, contaminates that of politics. Using an analytical and critical method, the aim is to establish that political radicalisms are both elements of social crisis and the harbinger of change, a gateway to renewal, a re-evaluation of the unacceptable within a logic of conciliation.

Key words: Social cohesion, democracy, peace, political radicalism, violence.

Introduction

Les radicalités politiques semblent se légitimer dans leur capacité de briser les carcans idéologiques afin d'ouvrir le débat. Le refus d'une sérieuse réflexion sur l'émancipation réelle des peuples, la pérennisation du racisme, la mollesse dans la mise en œuvre d'une véritable démocratie... constitueraient autant d'éléments qui amènent à une conscience d'éveil dans laquelle les rapports à l'autre et à la démocratie peuvent se traduire par ou dans les radicalités politiques. Les radicalités politiques ne sont pas alors seulement, si l'on en croit M. Riot-Sarcey (2016, p.9), « le fait des intellectuels labellisés, c'est le fait de collectifs critiques et anonymes qui ont suspendu le temps (...) d'un long sommeil d'illusions ». En cela, elles paraissent être les acteurs de la confrontation et témoignent d'un monde en mouvement avec des idées émergentes, un moment de rupture dans la perspective d'une société nouvelle ou d'une société qui se renouvelle. Il apparaît alors que les radicalités politiques ont une fonction déterminante dans la marche de la démocratie puisqu'elles empêchent de tourner en rond et évitent la stagnation. Elles auraient alors, à n'en point douter, une légitimité. Pourtant, l'analyse révèle que les radicalités politiques qui se traduisent dans les fortes divergences et dans la polarisation des opinions sont bien souvent capables de susciter des conflits tragiques. Dans une perspective spinozienne, les passions tristes qui constituent le ferment de sentiments négatifs et nuisibles pourraient être la cause des radicalités politiques. Ceci dit, la méfiance que suscitent les radicalités vient de ce qui les produit ainsi que de leur sphère de prédilection qu'est la religion. En effet, essentiellement dominée par la foi, la passion et les dogmes, la religion radicalisée conduit à l'intolérance, à la violence et même à des guerres. En cela, tout comme dans la religion où les radicalités sont à craindre, dans le domaine politique, on les redoute d'autant plus qu'elles sont un obstacle à la liberté, cette caractéristique essentielle de la nature humaine. Il faut ainsi, sous un éclairage spinozien, revisiter les fondamentaux de la liberté d'expression c'est-à-dire ses dimensions réelles dans le cadre de la démocratie. L'essentiel se résume alors à poser les bonnes questions afin de débattre audacieusement de la problématique des radicalités politiques : Comment concilier les oppositions d'idées, les cristallisations de convictions avec les principes démocratiques sans faire craquer l'édifice social ? Faut-il voir dans les radicalités, un enracinement ou une rupture de la démocratie ? Les radicalités ouvrent-elles à l'émancipation, une émancipation non restrictive de la pensée ? L'hypothèse de travail c'est d'établir que des conditions politiques poussent les hommes à la radicalité politique comme recours démocratique. L'objectif de cet article est de comprendre les mécanismes des violences politiques et les conséquences des radicalités politiques sur la vie en démocratie. Par le biais de

la méthode analytique et critique, nous établirons notre thèse selon laquelle les radicalités politiques sont à la fois des éléments de crise sociale et l'annonce d'une mutation, un passage pour un renouveau, un temps pour la réévaluation de l'inacceptable dans une logique de conciliation. Il conviendra alors dans une première partie de définir le concept des radicalités politiques et d'en identifier les causes. Dans une deuxième partie, nous montrerons qu'il y a un lien entre les radicalités politiques et le nationalisme. Enfin, dans une troisième partie, nous traiterons du rôle de la démocratie spinozienne dans la déconstruction des radicalités politiques.

1. Concept et causes des radicalités politiques

De prime abord, la notion de radicalités politiques semble floue parce qu'elle n'a pas de frontières définitionnelles strictes. Il y a alors dans la notion de radicalités politiques, une bonne part de subjectivité et même d'idéologie. Elles relèvent du jugement, d'une appréciation extérieure. Comme telle, dans les faits, les radicalités politiques ne sont pas absolues puisqu'elles n'ont pas un contenu propre et un statut définitif. De même, le champ qu'elles couvrent reste aussi vaste qu'indéterminé.

1.1. Ce que recouvre le concept de radicalités politiques

Les radicalités politiques nous ramènent au sens du mot radicalisme. Selon C. Debbasch, J-M. Pontier, (2001, p.349), « en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle, ce terme désigne les partisans de changements fondamentaux (...) d'attitude extrême, voire extrémiste ». Certes, le terme de radicalisme sur lequel s'appuie l'expression radicalités politiques, rappelle des attitudes et doctrines de partis politiques historiques dans certains pays d'Europe ou d'Amérique latine. Mais au-delà du factuel, il faut y voir le principe qui consiste à être favorable « aux changements de civilisation et aux mouvements sociaux qui affectent les fondements de la structure sociale existante » L.-M. Morfaux, (1980, p.303). Il s'agit alors de prises de position politiques tranchées qui n'envisagent pas de concessions, dont l'analyse va jusqu'au terme de ses conséquences logiques.

Dans la construction discursive, les radicalités politiques peuvent renvoyer à une « doctrine politique, économique et philosophique » suivant les mots de A. Lalande (2002, p.877). C'est ce qui fait que les radicalités politiques ont cette particularité d'être à même de polariser subitement l'attention publique. Dans ce contexte, Socrate dans son refus de fuir et sa volonté de demeurer dans la cité athénienne malgré les risques encourus, peut constituer une belle illustration. En effet, si l'on en croit L. Canfora (2000, p.20), « cette obstination héroïque à rester dans la cité pour y attendre une mort infligée par l'État » relève d'un radicalisme

politique. Socrate espérait par son héroïsme, faire changer la politique athénienne, amener les dirigeants à faire du *nomos* (νόμος), le principe constant de la cité. D'où sa posture inflexible face aux juges à qui il entendait donner une leçon de rectitude morale et de droiture.

Ainsi dans les radicalités politiques, le changement ou l'alternance politique ne consiste dès lors pas à pousser le curseur, soit à gauche, soit à droite sur la même plateforme. Il s'agit d'un grand renversement de la table qui pourrait faire penser à la révolution. Les radicalités politiques pourraient alors être interprétées comme étant de l'extrémisme, du fanatisme, du fondamentalisme, de l'intégrisme, de la haine de l'autre, de la xénophobie, du racisme et des complexes (supériorité ou infériorité), du rejet de la différence... C'est ce qui fait que les radicalités politiques sont souvent objets de craintes et de méfiance.

Tous ces éléments auxquels renvoient les radicalités politiques peuvent être vus comme des affects, c'est-à-dire des passions ou déterminations du désir, toutes choses que B. de Spinoza (2010, p. 213) décrit dans l'*Éthique* : « Par affect, j'entends les affections du corps qui augmentent ou diminuent, aident ou répriment, la puissance d'agir de ce corps, et en même temps les idées de ces affections. Si donc nous pouvons être cause adéquate d'une de ces affections, alors par affect j'entends une action ; autrement, une passion ». On peut renchérir cette définition des affects, par ces mots de G. Deleuze (1970, p.43) : il appelle affect, « ce qui arrive à un mode, les modifications du mode, les effets des autres modes sur lui ». C'est ce qui fait que les radicalités politiques sont à la fois des affects actifs, en termes de réalisation de désirs conscients ou passifs lorsque le sujet obéit parce qu'il est conditionné, soit socialement, soit psychologiquement. R. Misrahi (1998, p. 46) nous aide alors à mieux comprendre : « la passivité est l'absence d'autonomie dans une de nos actions. Nous agissons lorsque nous sommes la cause adéquate de nos actions, et nous sommes passifs lorsque nous ne sommes que la cause partielle de nos actions ». En tant qu'affect, les radicalités politiques traduisent un état, une situation sociale et politique que vivent un certain nombre d'individus. À partir de cette clarification conceptuelle, nous pouvons envisager les causes réelles des radicalités politiques.

1.2. Les causes des radicalités politiques

Une lecture spinozienne des radicalités politiques a l'avantage d'en identifier les causes réelles afin d'en proposer une plateforme de solutions. Ceci signifie que la philosophie de B. de Spinoza est un outil susceptible d'amener à comprendre le phénomène des radicalités politiques. En effet, la compréhension des causes de radicalités politiques est essentielle pour construire des sociétés harmonieuses et plus justes. Les radicalités politiques trouvent terres fertiles et fleurissent là où la liberté et la raison sont indésirables. En effet, elles peuvent être

favorisées par la pensée unique qui interdit la libre expression de l'opinion de l'autre c'est-à-dire la liberté de pensée et dire ce qu'on pense. En outre, l'absence d'ouverture intellectuelle et le manque d'esprit critique amène à se contenter d'idées provenant de directeurs de conscience. Dans ce contexte, la mise sous tutelle de sa raison conduit à des extrémités. Cette idée est mise en lumière par A. Billecoq (2016, p. 37) : « C'est l'interdiction de la liberté de penser qui provoque à terme les séditions et l'insécurité ».

Tout ceci a bien souvent pour cause l'implication sulfureuse de la religion dans les affaires de l'État ou si l'on veut, de l'usage politique de la religion superstitieuse. Or, comme le souligne M. Pardo (1993, p. 7) « un État dirigé par une religion, quelle qu'elle soit, risquera toujours de sombrer dans le désordre et la violence, en régnant sur les âmes par la peur et le fanatisme ». C'est pour cela que B. de Spinoza s'est toujours opposé à toute forme de théocratie, qu'elle soit juive, chrétienne ou islamique. De même, toute autorité idéologique qui se présenterait comme un pouvoir sacré et qui se placerait au-dessus du pouvoir politique porte en elle les germes des radicalités qui impliquent aussi bien la religion que la politique. Mais, l'avidité du pouvoir pousse les hommes politiques à négliger les graves conséquences lointaines pour ne retenir que les avantages évanescents du théologico-politique, cause de radicalité politique.

Voici le constat que fait B. de Spinoza (1965, p. 21) : « nul moyen de gouverner la multitude n'est plus efficace que la superstition. Par où il arrive qu'on l'induit aisément, sous couleur de religion, tantôt à adorer les rois comme des dieux, tantôt à les exécrer et à les détester comme un fléau commun du genre humain ». Dès lors que les raisons politiques sont ainsi teintées de religion, les citoyens « combattent pour leur servitude, comme s'il s'agissait de leur salut, et croient non pas honteux, mais honorable au plus haut point de rependre leur sang et leur vie pour satisfaire la vanité d'un seul homme ». De tels clivages théologico-politiques trouvent leur prolongement dans la société civile et dans la politique surtout, lorsque les lois qui régissent la vie civile ne sont pas des lois rationnelles.

Analysons maintenant l'environnement politique dans lequel naissent les radicalités politiques. En effet, des conditions politiques peuvent faire éclater des discordes et amener à des radicalités. Face à la violence politique, les citoyens n'ont d'autres recours que l'intransigeance qui montre leur détermination. C'est le cas de pouvoirs politiques qui, s'étant rendu maître de l'État veulent régner sur les âmes. Ainsi, pour B. de Spinoza (1965, pp. 328-329), « ce gouvernement donc sera le plus violent qui dénie à l'individu la liberté de dire et d'enseigner ce qu'il pense ». Les mesures et les situations politiques peuvent, à un moment donné de la vie d'une société, conditionner les citoyens, susciter des réactions affectives

inconscientes extrémistes. Confirmons cette idée avec la conclusion que nous donne P. Manent (2007, p. 196) :

Une certitude : le mal public n'est pas la somme des vices privés ; le corps social est un être original. C'est à travers lui, par lui, que l'homme s'éduque, que ses facultés se développent, qu'il accroît sa stature et, inversement, c'est à travers lui qu'il fait mauvais usage des lumières acquises, qu'il se corrompt.

Alors, la politique doit tenir compte de la nature humaine qui est mieux faite d'affections que de raison. Ce sont ces affections qui selon B. de Spinoza (1966, p.41) déterminent les choix :

Les hommes étant, comme nous l'avons dit, conduit par l'affection plus que par la raison, il suit de là que s'ils veulent vraiment s'accorder et avoir en quelque sorte une âme commune, ce n'est pas en vertu d'une perception de la raison, mais plutôt d'une affection commune telle que l'espérance, la crainte ou le désir de tirer vengeance d'un dommage souffert.

Ici, Spinoza nous montre que les passions humaines naturelles, en l'occurrence la crainte, la haine et l'envie, peuvent être irritées par le contexte politique. Ainsi, ces affects sont capables de conduire à la radicalisation de personnes et de groupes d'individus. Ceci étant, ils adoptent des façons de penser et d'agir extrêmes ou violentes. D'ailleurs, sous l'impulsion des affects, les radicalités politiques suscitent des réflexes politiques comme l'intolérance et le nationalisme.

2. Radicalités politiques et nationalisme

Le radicalisme politique comme nous venons de le voir ne naît pas *ex nihilo*¹. Il est la résultante de l'imbrication du théologique et du politique d'une part, et d'autre part, de conditions politiques qui jouent le rôle de catalyseur dans l'effervescence des passions tristes. Pour B. de Spinoza (1966, pp. 37-38), il est certain que les radicalités politiques qui engendrent « les séditions, les guerres, et le mépris ou la violation des lois sont imputables non tant à la malice des sujets qu'à un vice du régime institué. Les hommes en effet ne naissent pas citoyens mais le deviennent ». Dans l'histoire des États, l'implication la plus frappante des radicalités politiques est le nationalisme dont les premiers signes sont l'intolérance et la violence des citoyens.

2.1. Intolérance et violence dans les radicalités politiques

L'intolérance et la violence sont des conséquences des radicalités politiques. Il y en a certes plusieurs. Mais nous n'en retenons que deux, celles-là mêmes qui ont les impacts en termes de

¹ Ex nihilo : À partir de ou en partant de rien, du néant par opposition à la création *ex materia*.

souffrance, les plus marquants sur la société dans son ensemble. Elles affectent aussi bien les individus que la société. Par définition, l'intolérance est une disposition à violenter, à persécuter ceux avec lesquels on diffère d'opinion ou de culture. Comme on peut le voir, ce déficit de tolérance a un lien étroit avec la violence si on entend par violence l'emploi illégitime ou du moins illégal de la force.

En nous en tenant à ces définitions, il apparaît que l'intolérance et la violence sont les fruits des comportements haineux provenant des préjugés culturels, des influences idéologiques et d'inégalités sociales qu'un État donné n'a pas pu conjurer. Dans un vocable spinozien, on parlerait mieux d'exacerbation d'affects de tristesse par des conditions politiques qui n'ont pas su contenir cette nature humaine par le moyen de lois rationnelles. B. de Spinoza (1965, p. 188) montre que « cette tristesse est de plus en plus alimentée, si on imagine qu'on est blâmé par d'autres ». L'intolérance, va alors se nourrir de la peur, « désir d'éviter un mal plus grand, que nous craignons, par un moindre » (B. de Spinoza, 1965, p. 211) et de la crainte qu'inspire la différence de culture, de religion, ou même d'identité sexuelle. C'est ce déficit d'ouverture d'esprit qui va entraîner soit, les violences dans les discours, soit les violences physiques, voire institutionnelles. Des minorités politiques, des groupes d'individus qui se sentent marginalisés ou opprimés ne peuvent que développer ces affects qui sont pour eux un réflexe naturel de protection, ce que B. de Spinoza appelle *conatus*², cet effort que fait chaque être de façon subjective pour persévérer dans l'existence.

Il ressort ici que l'intolérance et la violence, en tant qu'effets politiques et sociaux des radicalités politiques sont un mélange, selon les termes de A. Suhamy (2011, p.128) de « haine et de colère, une haine qui se pare des oripeaux de la justice, confusion particulièrement nuisible ».

2.2. Le nationalisme comme résonnance des radicalités politiques

Les radicalités politiques peuvent s'institutionnaliser et prendre des formes politiques officielles en renversant les institutions démocratiques traditionnelles. Même si les radicalités politiques sont des prises de position souvent extrêmes, elles ont ceci de bien connu qu'elles défendent des idées de nationalisme. On désigne par nationalisme, ce sentiment qui consiste dans l'exaltation de l'idée nationale. Elles sont donc une doctrine basée sur cette conviction selon laquelle la spécificité d'une nation donnée ou ce qui lui appartient en propre doit prévaloir

² Conatus : Effort pour persévérer dans l'être qui peut prendre la forme de l'appétit ou du désir et qui définit l'essence de toute chose.

sur toutes autres valeurs. Il s'agit alors de fierté nationale qui peut devenir un sentiment de rejet des autres peuples ou les autres cultures, considérés comme inférieurs.

La restauration de la souveraineté nationale est alors présentée comme le combat de tous les enjeux. Les célèbres *Discours à la nation allemande* de J. G. Fichte (1957, p. 207) peuvent trouver ici justification. Il écrit :

La perte de l'indépendance entraîne pour une nation l'impossibilité d'intervenir dans le cours du temps et d'en déterminer à sa guise les événements. Tant qu'elle ne sera pas sortie de cette situation, ce n'est pas elle qui disposera de son temps ni d'elle-même, ce sera la puissance étrangère, maîtresse de ses destinées ; elle n'aura plus, à dater de ce moment, de véritable histoire personnelle... Elle ne sortira de cet état qu'à la condition expresse de voir naître un monde nouveau dont la création marquerait pour elle l'origine d'une nouvelle époque, d'une époque personnelle, qu'elle emprirait de son développement particulier.

L'analyse de ce texte laisse transparaître l'idée selon laquelle l'humanité passe au second plan ; en premier, il y a la nation. Le nationalisme est sans doute un ferment du repli sur soi d'un peuple donné qui considère que ses propres souffrances s'origine dans son ouverture aux autres. De là, les discours comme celui de J. G. Fichte en vue d'une mobilisation pour le renforcement des structures nationales existantes dans la bataille d'autonomisation et de la différence. Mais l'histoire nous enseigne, à travers les guerres mondiales que c'est la floraison et la généralisation de tels sentiments la cause de tant de souffrances, de violence qui ont endeuillé l'humanité. Aujourd'hui encore, les appels à la souveraineté, la rhétorique victimaire, loin de tirer des leçons du passé, mobilisent à partir d'affects dont les conséquences désastreuses sont connues. C'est en cela que la démocratie, telle qu'élaborée par B. de Spinoza, apparaît comme une invitation à la rationalité dans un processus de déconstruction des radicalités.

3. La Démocratie dans déconstruction des radicalités politiques

La démocratie et les radicalités politiques semblent être des concepts inconciliables. En effet, tant qu'on se situe au niveau discursif c'est-à-dire dans les discours de persuasion, les radicalités politiques relèveraient du mécanisme démocratique qui privilégie la liberté de pensée et d'expression. Dans ce contexte, les radicalités politiques pourraient favoriser l'avènement de la démocratie et même la renforcer. Toutefois, les actions et les représentations du réel par les acteurs politiques ne passent pas toujours par des mots. Il y a les sentiments, les émotions, en un mot les affects qu'on peut manipuler délibérément dans l'intérêt, soit d'un groupe d'individus privé, soit de l'État, ce qu'on peut qualifier de terrorisme idéologique d'État. C'est dans le contexte de ces déviations politiques que la zététique spinozienne de la démocratie travaille comme un instrument de déconstruction de radicalités.

3.1. Les radicalités politiques et les illusions de démocratie

La radicalisation politique peut favoriser la sortie des cadres routiniers de la politique et inspirer une nouvelle dynamique. On pourrait même ajouter que les radicalités contribuent, selon les mots T. Mann (1973, p. 259), à « aider le nouveau monde à naître sans sacrifier l'ancien ». Mais il y a plus ; les radicalités ne peuvent se contenter ou se limiter à des changements ou réformes superficielles. La finalité est de changer fondamentalement les structures même de l'État et de la société à travers des programmes politiques dits de refondation. Ainsi, les mouvements radicaux peuvent jouer un rôle crucial dans la remise en cause des régimes autocratiques ou des dictatures et dans l'exigence de l'égalité des droits. C'est ce qui fait que les radicalités politiques sont à l'avant-garde des révolutions. Au nombre des exemples les plus significatifs de radicalité dans les luttes politiques, on peut citer la Révolution française de 1789 qui a mis un terme à la monarchie absolue suivi de l'instauration d'institutions démocratiques. Les radicalités ont résolu des questions essentielles relatives au pouvoir, aux droits des citoyens...en réclamant des politiques capables de conduire à la promotion des libertés et de l'égalité. En exigeant un espace politique plus ouvert et juste, les radicalités peuvent jouer un rôle positif. Il est donc clair que les radicalités politiques, dans une certaine mesure contribuent en plusieurs endroits du monde, à la mise en place ainsi qu'à la promotion de modèles de sociétés égalitaires et inclusives.

Toutefois, les radicalités politiques peuvent compromettre l'avènement d'une réelle démocratie ; elles peuvent aussi nuire à la stabilité des régimes démocratiques. Il faut comprendre que cette incompatibilité vient de la définition même du terme démocratie. En rappelant sa définition classique, le pouvoir du peuple par le peuple, la démocratie s'illustre le long de son histoire comme le « régime de liberté et d'égalité. Elle implique l'obéissance à la loi dont le *dèmos*³ est l'auteur, une participation active aux affaires publiques, la fidélité à une constitution qui est son propre, une souveraineté qui exclut, par définition, toute forme de tyrannie ou de despotisme » (A. Baudart, 2015, p. 10). Présentée comme telle, la démocratie mise sur la raison. Or les radicalités politiques convoquent davantage les passions tristes au détriment de la raison. Les décisions et les prises de position tranchées rappellent l'autocratie de la pensée unique.

Dans une société marquée par des radicalités politiques, le risque est grand de vivre les dérives et les violences de l'état de nature. Les hommes seront toujours sous la domination

³ Dèmos : À l'origine, désigne la totalité des membres d'une communauté. Dans une démocratie, c'est le peuple, celui qui a le pouvoir de décision lorsqu'il est réuni en assemblée.

absurde des désirs rendant impossible la concorde et la paix. B. de Spinoza (1966, p. 20) fait alors cette mise en garde : « En tant que les hommes sont en proie à la colère, à l'envie les, ou à quelque sentiment de haine, ils sont entraînés à l'opposé les uns des autres et contraires uns aux autres, et d'autant plus redoutables qu'ils ont plus de pouvoir et sont plus habiles et rusés que les autres animaux ». Les radicalités politiques ne peuvent favoriser, institutionnaliser la libre expression des idées tout en préservant la liberté des autres. Elles ne peuvent garantir durablement l'égalité et la sécurité pour tous. Ce serait aller contre elles-mêmes que de réduire ces affects tristes qui les entretiennent. Elles sont continuellement dépendantes de ce que S. Huntington (2007, p. 295) appelle « l'essor de la conscience identitaire ». Fatalement, les radicalités politiques, loin de renforcer la démocratie, dégénèrent en tension constantes. Voici la description de ce à quoi aboutissent les radicalités politique selon S. Huntington (2007, p. 295) :

Les identités, auparavant multiples et banales, se focalisent et se durcissent : les conflits communautaires sont à juste titre appelés guerres identitaires. Avec l'exacerbation de la violence, les enjeux initiaux seront redéfinis de manière plus exclusive selon un rapport « nous » contre « eux », la cohésion et l'engagement du groupe se renforceront. Les dirigeants politiques en appelleront de plus en plus à la loyauté ethnique et religieuse. La conscience d'appartenir à une civilisation s'aiguïsera par rapport aux autres identités. Une dynamique de haine naît ainsi.

C'est ce double mouvement contradictoire qui fait désespérer des radicalités politiques. D'un côté la condamnation et le refus de toute autorité illégitime, de l'autre la volonté d'instaurer un pouvoir fondé sur des réflexes passionnels ou identitaires au détriment de la raison et de l'esprit critique. Selon les mots de J. F. Revel (1983, p. 315), le radicalisme politique, « pour subsister tend à détruire non pas seulement la démocratie, mais la possibilité même de la démocratie ». En cela, il apparaît nécessaire de faire intervenir les principes doctrinaux spinoziens aux fins de pacifier les radicalités dans un cadre démocratique viable et plus stable.

3.2. La démocratie chez Spinoza comme déconstruction des radicalités politiques

En abordant les radicalités politiques sous un angle spinozien, il s'agit pour nous de les recadrer voire absorber la puissance politique qui s'y dégage afin de renforcer la démocratie. Ici, le terme de déconstruction doit être vu dans le sens d'une remise en cause afin de défaire le concept des radicalités, bien souvent patiemment construit tant dans les discours que dans leur mise en œuvre. Il faut dire que les radicalités politiques ne sont pas que discursives c'est-à-dire dans le cadre exclusif du discours. Elles se matérialisent, se traduisent dans les faits par ce que B. de Spinoza appelle « les passions tristes ». Comment sortir alors de la radicalité ? Il faut partir de la description de la démocratie spinozienne que fait C. Ramond (2007, p.49) : « Une

démocratie est en effet une machine à fabriquer de la paix par le moyen de l'estimation quantifiée des suffrages. Cette paix intérieure sans cesse renouvelée, sans cesse régénérée, explique à son tour la supériorité de puissance des régimes démocratiques par rapport aux autres régimes ». D'où vient-il que le régime démocratique a plus de puissance que les autres régimes ? Comment peut-il démanteler les radicalités politiques ?

La démocratie peut réussir ce pari par sa capacité, non pas à supprimer mais à fédérer toutes les énergies, forces vives, toutes les contradictions interne pour un même objectif, la paix. En tant que théorie de la souveraineté selon laquelle l'autorité politique a son fondement dans le libre pouvoir que chacun a de se gouverner lui-même, la démocratie est le type d'organisation qui convient le mieux aux hommes. Pour Spinoza, la solution démocratique consiste à libérer les hommes des affects passifs, négatifs par la raison. Il pense que, l'aliénation aux passions tristes, comme la colère, l'envie, la vengeance, la peur, le désespoir, l'indignation, la honte, le remords et autres, alimente une vie affligée, diminue le conatus, ou pervertit le conatus en le retournant contre la vie. C'est le cas dans le suicide, la mort volontaire ou dans la servitude volontaire. Il y a des conditions politiques qui façonnent l'inversion du conatus, pervertissent le conatus et poussent les hommes à la servitude.

L'anthropologie spinozienne établit qu'il y a dans toutes les sociétés humaines, une tension interne entre, d'une part, les passions de tristesse et de l'autre, les passions de joies comme la bienveillance, la compassion, le respect et l'empathie. Cette anthropologie spinozienne établit que la raison peut expliquer les imbrications des affects et même les maîtriser. On peut alors dire que dans une atmosphère de radicalisation politique, la solution ou le chemin à indiquer n'est pas de la répression par la censure ou la violence. Il faut même se garder de combattre les idéologies radicales mais bien plutôt privilégier un dialogue socio-politique constructif. En faisant de « la raison, ce plus grand des dons, cette lumière divine » (B. de Spinoza, 1965, p. 251) une faculté au service de la cohésion sociale et de la paix, la philosophie politique de B. de Spinoza vise la pacification des passions, l'apaisement des tensions sociales par le moyen de la réflexion sur les causes réelles des injustices sociales, des souffrances qui à un moment donné fait basculer dans le refus de comprendre ou d'admettre si ce n'est ses propres convictions. Il faut donc voir dans les radicalités politiques, certes des éléments de crise sociale mais aussi et surtout les éléments empiriques d'une volonté de changement, le désir d'un renouveau. Par conséquent, elles sont une invitation à la réévaluation de ce qui était inacceptable. On parviendra ainsi dans une logique de conciliation à intégrer la multitude pour un maximum de puissance.

Est ici mise en avant, la traditionnelle vocation de la philosophie c'est-à-dire le développement de la pensée critique. B. de Spinoza (1965, p.329) peut alors écrire : « la fin de l'État n'est pas de faire passer les hommes de la condition d'être raisonnables à celle de bêtes brutes ou d'automates, mais au contraire il est institué pour que leur âme et leur corps s'acquittent en sûreté de toutes leurs fonctions, pour qu'eux-mêmes usent d'une Raison libre ». L'idée ici, c'est la fonction d'éducation de l'État à la vie sociale, à la liberté et aux exigences de la démocratie.

En partant des principes métaphysiques énoncés dans son *Éthique*, B. de Spinoza élabore la théorie d'une démocratie originale dans le *Traité théologico-politique*. Il s'agit d'un corpus critique de toutes les formes de radicalités, qu'elles soient politiques, religieuses ou philosophiques. L'accent est toutefois mis sur les radicalités politiques puisque le cadre politique détermine ou génère les autres. Pour se faire une idée précise de la déconstruction des radicalités politiques, il convient de comprendre la conception particulière de la démocratie chez B. de Spinoza. Pour lui, loin d'être un cristal taillé qu'il faut placer dans le mécanisme social pour une politique apaisée, la démocratie est une construction d'hommes libres afin d'éviter les dérives idéologiques et les passions religieuses **dogmatiques**. Dans le *Traité théologico-politique*, le philosophe se montre surtout incisif à l'égard des formes de radicalité politique associées à la religion. Il veut surtout détruire « l'autorité excessive et le zèle indiscret des prédicants » (B. de Spinoza, 1966, p. 232) qui constituent une menace, tant pour la philosophie que pour la démocratie.

Tant que la religion n'est pas séparée des affaires de l'État, le débat politique va fonctionner à partir d'injonctions théologiques et de certitudes morales. Cette séparation va mettre à l'abri les citoyens de la violence des passions irrationnelles sans frein. Une démocratie efficace doit pouvoir instaurer la stabilité, l'ordre et permettre à chaque individu de vivre librement tout en évitant les formes de domination tyrannique. Toute la philosophie politique de B. de Spinoza reste traversée par l'exigence de rationalité comme principe démocratique. Pour lui, la véritable liberté consiste dans l'exercice conscient de la raison. C'est cette exigence de rationalité qui est l'instrument principal pour déconstruire les radicalités politiques, la violence et l'intolérance générées bien souvent par la passion. Dans une démocratie rationnelle, il disparaît tout autoritarisme puisque la démocratie spinozienne observe les lois et les libertés que la nature reconnaît aux hommes. Il s'agit donc d'une démocratie sous forme de processus dans lequel chaque citoyen participe à l'élaboration des lois et décisions respectueuses des principes de liberté.

La démocratie spinozienne permet d'équilibrer les puissances politiques et évite, autant que faire se peut la concentration du pouvoir entre les mains d'un seul, d'un petit groupe d'individus et garantit l'équilibre des pouvoirs. Ceci étant, les citoyens, les institutions et le gouvernement lui-même sont à l'abri des violations de droits. Les retombées essentielles vont de la limitation des dérives à l'évitement d'autres formes de radicalités politiques plus autoritaires ou d'une radicalité déstabilisatrice. Avec B. de Spinoza (1965, p.335), « les vrais perturbateurs sont ceux qui, dans un État libre, veulent détruire la liberté du jugement qu'il est impossible de comprimer ». À l'évidence, la démocratie consiste en une déconstruction des radicalités politiques par son exigence des lois rationnelles qui donnent une place de choix au principe de la séparation des pouvoirs, à l'émancipation des peuples. C'est justement ce que montre ici F. Cosson (2005, p. 23) :

La démocratie, loin d'être un régime fondé sur des idéaux abstraits, s'accompagne d'un mouvement général de civilisation et d'émancipation individuelle. S'il faut être en commun dans le cadre d'une société politiquement organisée, cet être en commun garantit en même temps l'être individuel et lui permet de se réaliser lui-même.

Certes, la politique est une saine gestion des passions. Mais, elle ne doit pas être dominée par les idéologies extrêmes ou par les passions tristes. En partant de B. de Spinoza, il s'agit pour nous d'exploiter, sa conception particulière de l'essence humaine, de la liberté prise comme découlant de la nécessité et enfin de sa théorie de l'affectivité qui n'échappe pas au contrôle de la raison. Certes, Spinoza admet que les comportements humains, fruits des affects sont guidées par des désirs et donc souvent inconscients, capables de pousser à des actions irrationnelles voire destructrices, comme c'est le cas de la haine ou de la violence. Toutefois, grâce à la raison, il y a une possibilité de travailler ces affects à des fins de sociabilité. On ne peut achever cette section sans rappeler ce constat optimiste sur la démocratie et ces interrogations de P. Manent (2007, pp.166-167) :

Le principe démocratique de légitimité, c'est le principe du consentement : une loi, en général une obligation, n'est légitime, je ne suis tenu de lui obéir, en général de la remplir, que si j'ai pu préalablement consentir à cette loi, à cette obligation, par moi-même ou par mes représentants. Le régime démocratique est donc celui qui est voulu par chacun en principe. « En principe », cela veut dire qu'il se définit comme, qu'il se veut, celui qui est voulu par chacun. Dès lors, comment l'homme pourrait-il vouloir autre chose que la démocratie ? (...). Là réside au fond la supériorité intrinsèque et invincible de la démocratie sur tous ses concurrents. Elle a un partisan, un complice, en la volonté de chaque homme en tant qu'homme. Le prestige moral et la force politique irrésistible de la démocratie tiennent donc à son « universalisme » : être homme est la seule « hypothèse » d'un régime démocratique, et cette hypothèse entre nous autres hommes, est toujours vérifiée.

Conclusion

En somme, il existe des éléments doctrinaux capables à lutter contre les radicalités politiques. Ces philosophies, notamment le spinozisme promeut la compréhension interculturelle, le renforcement des lois rationnelles contre les discriminations. Il faut faire le constat que les violences politiques ne sont pas nouvelles. Ce qui semble nouveau et attire notre attention, c'est leur intensité, leurs conséquences sur la vie politique au point de devenir des faits historiques marquants capables d'inspirer d'autres mouvements similaires. L'analyse des radicalités politiques offre les éléments de compréhension des mécanismes des violences politiques, leurs ressorts afin d'envisager les modalités de leur prévention. Les radicalités politiques, au-delà de la violence qu'elles peuvent susciter, sont des comportements sécrétés par la société comme une forme d'expression. Elles sont les effets de conditions politiques ; elles traduisent un ras-le-bol, montrent la détermination d'acteurs politiques marginalisés, frustrés, emprisonnés ou stigmatisés.

Il y a en Afrique, bien plus un problème de modèle c'est-à-dire de principe que de fonctionnement, même si les deux éléments sont intimement liés. La démocratie, la forme de gouvernement qui se veut constructive et inclusive parce que la plus naturelle doit reconsidérer les radicalités politiques. Proposer ou suggérer aux États africains de faire du concept de « gouvernement d'union nationale », non pas une solution d'exception pour régler une crise ponctuelle, mais une norme, un principe de bonne gouvernance. Cela constitue une application pratique de l'inclusivité de la démocratie. Intégrer à la démocratie certains principes de gestion traditionnelle de nos sociétés. Par exemple, la consultation de guides religieux (animistes, musulmans, chrétiens et autres), non pas en tant que partis constitués mais en tant que repères moraux de leurs communautés respectives. Cela permettra à l'État de mieux comprendre les mentalités afin de cerner et maîtriser les mouvements. Au nom de la laïcité, la démocratie en Afrique a balayé la collaboration avec le religieux qui est exploité par des fanatiques. Enfin, inviter les gouvernants à éviter le juridisme occidental. Tout ne se règle pas par la justice qui en tranchant les différends, en distribuant les torts et les raisons, sécrète involontairement les radicalités. Les solutions politiques doivent être privilégiées.

Références bibliographiques

- BAUDART Anne, 2015, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Vrin.
- BILLECOQ Alain, 2016, *Spinoza ou l'« athée vertueux »*, Paris, Temps des cerises.
- CANFORA Luciano, 2000, *Une profession dangereuse*, Paris, Desjonquères.
- COLLOVALD Annie, GAÏTI Brigitte, 2006, *La démocratie aux extrêmes : sur la radicalisation politique*, Paris, La dispute.
- COSSON Franck, 2005, *La démocratie*, Paris, Ellipses.
- DEBLASCH Charles, PONTIER Jean-Marie BOURDON Jacques, RICCI Jean-Claude, 2001, *Lexique de politique*, Paris, Dalloz.
- DELEUZE Gilles, 1970, *Spinoza*, Paris, PUF.
- FICHTE Johann, « Discours à la nation allemande », p. 207, in CHEVALIER Jean-Jacques, GUCHET Yves, 2005, *Les grandes œuvres politiques de Machiavel à nos jours*, Paris, Armand Colin.
- HUNTINGTON Samuel, 2007, *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob.
- MANN Thomas, 1973, *L'artiste et la société*, Paris, Grasset.
- MANENT Pierre, 2007, *Naissance de la politique*, Paris, Gallimard.
- MANENT Pierre, 2007, *Enquête sur la démocratie*, Paris, Gallimard.
- MORFAUX Louis-Marie, 1980, *Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines*, Paris, Armand Colin.
- RAMOND Charles, 2007, *Dictionnaire Spinoza*, Paris, Ellipse.
- REVEL Jean-François, 1983, *Comment les démocraties finissent*, Paris, Grasset.
- RIOT-SARCET Michèle, 2016 « Entretien croisé. Peut-on encore débattre en France ? », pp. 7-18, In *Le Monde*, Hors-Série, Juillet-Août 2016.
- SPINOZA Baruch de, 2010, *Éthique*, Paris, Éditions du Seuil.
- SPINOZA Baruch de, 1965, *Éthique*, Paris, Garnier Flammarion.
- SPINOZA Baruch de, 1965, *Traité théologico-politique*, Paris, Garnier Flammarion.
- SPINOZA Baruch de, 1966, *Traité politique, Lettres*, Paris, Garnier Flammarion.
- SUHAMY Ariel, 2011, *Spinoza, pas à pas*, Paris, Ellipses.